



CHAPITRE 75

CHAPTER 75

Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal

An Act to amend the charter of the Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal

[Sanctionnée le 31 juillet 1964]

[Assented to 31st July 1964]

Préambule.

ATTENDU que La Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Que dans le territoire soumis à la loi 15 George V, chapitre 45, le mode actuellement suivi pour répartir le produit de la taxe des neutres pour fins scolaires a des effets différents pour chaque commission scolaire de ce territoire;

Qu'il y a lieu de prévoir un nouveau mode de répartition du produit de cette taxe en tenant compte du nombre d'enfants et de la valeur immobilière relative dans ce territoire;

Qu'il y a lieu d'adopter un nouveau mode de répartition en attendant les recommandations des diverses commissions d'enquête chargées d'étudier le problème de la fiscalité;

Qu'il est également opportun de modifier certaines dispositions des lois qui régissent La Commission des écoles catholiques de Montréal et le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS The Montreal Catholic School Commission has, by its petition, represented:

That in the territory subject to the act 15 George V, chapter 45, the method now followed in apportioning the proceeds of the neutral tax for school purposes affects each school board in such territory differently;

That it is expedient to provide for a new method of apportioning the proceeds of such tax, taking into account the number of children and the relative valuation of real estate in such territory;

That it is expedient to adopt a new method of apportionment pending the recommendations of the various inquiry commissions charged with the study of the fiscal problem;

That it is also expedient to amend certain provisions of the acts governing The Montreal Catholic School Commission and the Protestant School Board of Greater Montreal;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants désignent:

"Commission"; a) "Commission": La Commission des écoles catholiques de Montréal;

"Bureau"; b) "Bureau": Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal;

"commission scolaire catholique"; c) "commission scolaire catholique": toute commission scolaire catholique autre que La Commission, soumise à la loi 15 George V, chapitre 45, mais uniquement pour le territoire soumis à cette loi;

"taxe des neutres"; d) "taxe des neutres": la taxe imposée pour fins scolaires sur les immeubles inscrits sur la liste des neutres suivant l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45 et ses amendements, ainsi que les contributions ou subventions qui tiennent lieu de taxes scolaires et doivent être versées au Bureau, à la Commission et aux commissions scolaires catholiques par des sociétés de la couronne, des organismes gouvernementaux ou d'autres corporations possédant des immeubles dans le territoire soumis à la dite loi;

"taxe uniforme"; e) "taxe uniforme": un montant équivalent au produit d'une taxe au taux de \$1.10 par \$100.00 d'évaluation uniformisée des immeubles inscrits sur la liste catholique ou sur la liste protestante;

"liste catholique"; f) "liste catholique":
1° pour le territoire soumis à la juridiction de la Commission: la liste numéro un établie par la loi 32 Victoria, chapitre 16, et étendue à tout ce territoire;

2° pour le territoire soumis à la juridiction des autres commissions scolaires catholiques: la liste où sont inscrits les immeubles appartenant à des personnes de religion catholique romaine;

"liste protestante"; g) "liste protestante": pour le territoire soumis à la juridiction du Bureau, la liste numéro deux établie par la loi 32 Victoria, chapitre 16, y compris les propriétés appartenant à des personnes de foi juïdaïque dans les municipalités où ces personnes versent suivant la loi leurs taxes scolaires à la liste protestante;

"évaluation uniformisée"; h) "évaluation uniformisée": l'évaluation prévue à l'article 4;

"municipalité"; i) "municipalité": toute cité, ville ou municipalité soumise à l'application de la loi 15 George V, chapitre 45;

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

a. "Commission": The Montreal Catholic School Commission;

b. "Board": the Protestant School Board of Greater Montreal;

c. "Catholic school board": any Catholic school board other than The Commission, governed by the act 15 George V, chapter 45, though only for the territory subject to such act;

d. "neutral tax": the tax imposed for school purposes on the immoveables entered on the Neutral Panel in accordance with section 16 of the act 15 George V, chapter 45, and amendments, as well as the assessments or grants that replace school taxes and are payable to the Board, the Commission or the Catholic school boards by Crown corporations, governmental bodies or other corporations holding immoveables in the territory subject to the said act;

e. "uniform tax": an amount equivalent to the proceeds of a tax at the rate of \$1.10 per \$100.00 of uniform valuation on the immoveables entered on the Catholic panel or the Protestant panel;

f. "Catholic panel":
1. for the territory under the jurisdiction of the Commission: panel number one established by the act 32 Victoria, chapter 16, and extended to the whole of such territory;

2. for the territory under the jurisdiction of the other Catholic school boards: the panel on which immoveables belonging to Roman Catholics are entered;

g. "Protestant panel": for the territory under the jurisdiction of the Board, panel number two established by the act 32 Victoria, chapter 16, including the properties belonging to persons of the Jewish faith in the municipalities where such persons pay their school taxes according to law to the Protestant panel;

h. "uniform valuation": the valuation contemplated in section 4;

i. "municipality": any city, town or municipality subject to the application of the act 15 George V, chapter 45;

"élève". j) "élève": tout élève inscrit dans les écoles du Bureau, de la Commission ou d'une commission scolaire catholique, le 30 septembre, ainsi que tout enfant dont des frais d'inscription et de scolarité dans une institution d'enseignement secondaire sont à cette date à la charge du Bureau, de la Commission ou d'une commission scolaire catholique, conformément à l'article 497a de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

j. "pupil": any pupil registered in the schools of the Board, the Commission or a Catholic school board on the 30th of September, and any child whose registration and tuition fees in a secondary school are on that date charged to the Board, the Commission or a Catholic school board, in conformity with section 497a of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59).

Répartition de la taxe des neutres pour 1964-65.

2. Pour l'année scolaire 1964-65, dans le territoire soumis à l'application de la loi 15 George V, chapitre 45, le produit de la taxe des neutres est réparti entre le Bureau d'une part, et la Commission ainsi que les commissions scolaires catholiques d'autre part, de façon qu'ils obtiennent respectivement de cette taxe et de leur taxe uniforme un montant par élève égal au rendement moyen par élève de l'ensemble.

Idem. La taxe uniforme n'est établie qu'aux fins de cette répartition.

Réserve. Cependant le Bureau doit recevoir au moins 20% du produit de la taxe des neutres.

Nombre d'élèves.

3. Pour les fins des répartitions visées aux articles 2 et 8 le nombre des élèves est établi en les comptant de la façon suivante:

1° chaque élève du cours élémentaire: une unité;

2° chaque élève du cours secondaire: 1.65 unité;

3° chaque élève d'une classe maternelle: 0.85 unité;

4° chaque élève d'une classe spéciale au sens de l'article 576 de la Loi de l'instruction publique: 2 unités;

5° chaque élève dont des frais d'inscription et de scolarité sont payés conformément à l'article 497a de la dite loi: 0.60 unité;

6° chaque élève qui n'est ni catholique ni protestant ainsi que chaque élève de foi judaïque dans une municipalité scolaire où les personnes de foi judaïque ne sont pas considérées comme protestantes pour les fins de la taxe scolaire: le double du chiffre indiqué à celui des paragraphes ci-dessus qui lui est applicable.

2. For the school year 1964-65, in the territory subject to the application of the act 15 George V, chapter 45, the proceeds of the neutral tax shall be apportioned between the Board on the one hand, and the Commission as well as the Catholic school boards on the other hand, so that they receive respectively from such tax and their uniform tax an amount per pupil equal to the average yield per pupil generally.

The uniform tax is established for the purposes of such apportionment only.

Nevertheless the Board shall receive at least 20% of the proceeds of the neutral tax.

3. For the purposes of the apportionments contemplated in sections 2 and 8, the number of pupils shall be determined by counting them in the following manner:

1. each pupil of the elementary course: one unit;

2. each pupil of the secondary course: 1.65 units;

3. each pupil of a kindergarten class: 0.85 unit;

4. each pupil of a special class within the meaning of section 576 of the Education Act: 2 units;

5. each pupil whose registration and tuition fees are paid in conformity with section 497a of the said act: 0.60 unit;

6. each pupil who is neither Catholic nor Protestant and each pupil of the Jewish faith in a school municipality where persons of the Jewish faith are not considered as Protestants for school tax purposes: twice the figure given in whichever of the above paragraphs is applicable to him.

Apportionment of 1964-65 neutral tax.

Idem.

Proviso.

Number of pupils.

Nombre
d'élèves.

Dans le calcul du nombre d'élèves, les élèves de foi judaïque sont considérés comme protestants dans les municipalités scolaires où les personnes de foi judaïque versent, suivant la loi, leurs taxes scolaires à la liste protestante.

Idem.

Dans les municipalités scolaires qui sont partiellement assujetties aux dispositions de la loi 15 George V, chapitre 45, seuls les élèves domiciliés dans le territoire soumis à l'application de cette loi sont comptés pour les fins de cette répartition.

Évaluation
uniformisée.

4. Pour les fins de la répartition visée à l'article 2, il est établi par le Bureau et la Commission une évaluation uniformisée des immeubles inscrits sur la liste catholique ou sur la liste protestante, dans le territoire soumis aux dispositions de la loi 15 George V, chapitre 45; cette évaluation est faite en appliquant les facteurs de correction déterminés pour la même année par le Bureau et la Commission aux fins d'uniformiser l'évaluation des immeubles inscrits sur la liste des neutres. A défaut d'entente entre les parties intéressées sur cette évaluation, la décision du sous-ministre de l'éducation à ce sujet est définitive.

Répartitions
préliminaire
et définitive.

5. Le Bureau et la Commission établissent conjointement une répartition préliminaire du produit de la taxe des neutres avant le 25 octobre de chaque année, et une répartition définitive avant le 25 janvier suivant.

Rapport
annuel.

A cette fin, le Bureau, la Commission et les commissions scolaires catholiques doivent avant le 20 octobre de chaque année, transmettre au secrétaire de la Commission et au secrétaire-trésorier du Bureau un rapport dûment certifié par leur secrétaire ou secrétaire-trésorier et approuvé par résolution, indiquant le nombre de leurs élèves établi en conformité de l'article 3. Ce rapport doit être révisé s'il y a lieu et confirmé avant le premier janvier suivant.

Défaut de
produire
le rapport.

Le défaut de produire ce rapport dans le délai prévu n'empêche pas le Bureau et la Commission d'établir la répartition.

Décision
en cas de
désaccord.

A défaut d'entente entre les parties intéressées pour le calcul de la répartition, la

To determine the number of pupils, those of the Jewish faith shall be considered as Protestants in school municipalities where by law persons of the Jewish faith pay their school taxes to the Protestant panel.

Number
of pupils.

In the school municipalities partially subject to the provisions of the act 15 George V, chapter 45, only the pupils domiciled in the territory subject to the application of such act shall be counted for the purposes of such apportionment.

Idem.

4. For the purposes of the apportionment contemplated in section 2, a uniform valuation shall be established, by the Board and the Commission, of the immoveables entered on the Catholic panel and the Protestant panel, in the territory subject to the provisions of the act 15 George V, chapter 45; such valuation shall be made by applying the rectification factors determined for the same year by the Board and the Commission for the purposes of making uniform the valuation of the immoveables entered on the neutral panel. Failing agreement between the parties concerned as to such valuation, the decision of the Deputy Minister of Education shall be final.

Uniform
valuation.

5. The Board and the Commission shall establish jointly a preliminary apportionment of the proceeds of the neutral tax before the 25th of October each year, and a final apportionment before the following 25th of January.

Preliminary
and final
apportion-
ments.

For such purpose the Board, the Commission and the Catholic school boards, before the 20th of October of each year, shall forward to the secretary of the Commission and the secretary-treasurer of the Board a report duly certified by their secretary or secretary-treasurer and approved by resolution, indicating the number of their pupils calculated in conformity with section 3. Such report must be revised if necessary and confirmed before the following 1st of January.

Annual
report.

Failure to forward such report within the delay provided shall not prevent the Board and the Commission from establishing the apportionment.

Failure
to report.

Failing agreement between the parties concerned as to the calculation of the

Decision
on dis-
agree-
ment.

décision du sous-ministre de l'éducation à ce sujet est définitive.

apportionment, the decision of the Deputy Minister of Education shall be final.

Rapport
aux mu-
nicipali-
tés.

6. Le Bureau et la Commission transmettent au secrétaire-trésorier ou trésorier de chaque municipalité un rapport conjoint préliminaire indiquant la répartition du produit de la taxe des neutres avant le 29 octobre de chaque année et un rapport conjoint définitif avant le 29 janvier suivant; ces rapports doivent être dûment certifiés par leur secrétaire ou secrétaire-trésorier et approuvés par résolution du Bureau et de la Commission.

6. The Board and the Commission shall forward to the secretary-treasurer or treasurer of each municipality a preliminary joint report indicating the apportionment of the proceeds of the neutral tax before the 29th of October each year, and a final joint report before the following 29th of January; such reports shall be duly certified by the secretary or secretary-treasurer and approved by resolution by the Board and the Commission.

Report to
municipalities.

Réparti-
tion de la
taxe des
neutres.

7. Pour chaque année scolaire, la part de la taxe des neutres destinée au Bureau doit lui être remise et celle qui est destinée à la Commission et aux commissions scolaires catholiques doit être remise à la Commission; cette remise se fait, nonobstant toutes dispositions spéciales ou générales régissant la municipalité et sans égard à la perception de cette taxe, en deux versements: un premier versement de 60%, le premier novembre sur la foi du rapport préliminaire, et le solde le premier février suivant, sur la foi du rapport définitif.

7. For each school year, the portion of the neutral tax intended for the Board shall be paid to it, and the portion intended for the Commission and the Catholic school boards shall be paid to the Commission; such payment, notwithstanding any special or general provision governing the municipality and without regard to the collection of such tax, shall be made in two instalments, a first instalment of 60% on the first of November, based on the preliminary report, and the balance on the first of the following February, based on the final report.

Appor-
tionment
of neutral
tax.

Recouvre-
ment des
verse-
ments.

Chacun des dits versements est recouvrable par le Bureau ou par la Commission devant toute cour de juridiction civile compétente.

Each of the said instalments shall be recoverable by the Board or the Commission before any competent court of civil jurisdiction.

Recovery
of instal-
ments.

Arriérés.

Tous arriérés sur ces versements portent intérêt au taux de six pour cent l'an.

All arrears on such instalments shall bear interest at the rate of six per cent per annum.

Arrears.

Emprunts
autorisés.

La municipalité est autorisée à emprunter par résolution approuvée par le ministre des affaires municipales un montant suffisant pour payer ces versements à échéance. Ces emprunts ne réduisent pas son pouvoir d'emprunt et doivent être remboursés à même le produit de la taxe des neutres.

The municipality is authorized to borrow, by resolution approved by the Minister of Municipal Affairs, an amount sufficient to pay such instalments at maturity. Such loans shall not reduce its borrowing power and shall be repaid out of the proceeds of the neutral tax.

Loans
author-
ized.

Réparti-
tion en
certains
cas.

8. La Commission doit répartir les deniers reçus suivant l'article 7 entre les commissions scolaires catholiques qui n'obtiennent pas de leur taxe uniforme respective un montant par élève égal au rendement moyen déterminé suivant l'article 2. Cette répartition se fait en proportion de cette insuffisance pour chacune de ces commissions.

8. The Commission shall apportion the moneys received under section 7 among the Catholic school boards which do not obtain from their respective uniform taxes an amount per pupil equal to the average yield determined in accordance with section 2. Such apportionment shall be made proportionately to such insufficiency for each of such boards.

Appor-
tionment
in certain
cases.

- Délai.** La répartition et la distribution de ces deniers doivent se faire dans les quinze jours de la réception. **The apportionment and distribution of such moneys shall be made within fifteen days of receipt thereof.** Delay.
- Extension des pouvoirs de la Commission.** **9.** Les droits et pouvoirs accordés à la Commission par l'article 13 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53 et de ses amendements s'étendent à tout le territoire soumis à l'application de la loi 15 George V, chapitre 45. **9.** The rights and powers granted to the Commission by section 13 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 53, and its amendments, shall extend to the whole territory subject to the application of the act 15 George V, chapter 45. Commission's powers extended.
- S.R., c. 59, a. 219, remp. pour Com.** **10.** L'article 219 de la Loi de l'instruction publique est remplacé, pour la Commission, par le suivant: **10.** Section 219 of the Education Act is replaced for the Commission by the following: R.S., c. 59, s. 219, replaced for Com.
- Procès-verbal.** **"219.** Le procès-verbal de chaque session doit être inscrit dans le registre des délibérations de la commission scolaire appelé "Livre des délibérations". Les commissaires peuvent, par résolution, dispenser le secrétaire de lire le procès-verbal, pourvu qu'une copie en ait été remise à chaque commissaire présent, au moins six heures avant la séance où il est approuvé. **"219.** The minutes of each meeting shall be entered in the register of proceedings of the school board known as the "Minutes of Proceedings". The commissioners, by resolution, may exempt the secretary from reading the minutes, provided that a copy thereof has been delivered to each commissioner present, at least six hours before the meeting at which they are approved. Minutes.
- Signature.** Après avoir été approuvé, au commencement de la séance suivante, le procès-verbal est signé par la personne qui préside et contresigné par le secrétaire." **After having been approved at the beginning of the following meeting, the minutes shall be signed by the chairman and countersigned by the secretary."** Signature.
- S.R., c. 59, a. 497a, mod. pour Bureau, etc.** **11.** Le dernier alinéa de l'article 497a de la Loi de l'instruction publique est remplacé pour le Bureau, la Commission et les commissions scolaires catholiques, par le suivant: **11.** The last paragraph of section 497a of the Education Act is replaced, for the Board, the Commission and the Catholic school boards, by the following: R.S., c. 59, s. 497a, am. for Board, etc.
- Enfants non soumis à une commission.** "Si dans une municipalité locale il se trouve par l'effet de dispositions spéciales des enfants qui ne sont soumis à la juridiction d'aucune commission scolaire, la commission scolaire catholique est assujettie à leur égard à l'obligation imposée par le présent article." **"If, due to special provisions, there are children in a local municipality who are not under the jurisdiction of any school board, the Catholic school board shall be subject as regards them to the obligation imposed by this section."** Children not subject to a board.
- 1911, c. 29, a. 2, remp.** **12.** L'article 2 de la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 29, remplacé par l'article 18 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53, est de nouveau remplacé par le suivant: **12.** Section 2 of the act 1 George V (second session), chapter 29, replaced by section 18 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 53, is again replaced by the following: 1911, c. 29, s. 2, replaced.
- Pouvoir d'expropriation.** **"2.** Le pouvoir d'expropriation mentionné dans l'article 268 de la Loi de l'instruction publique peut être exercé par la Commission des écoles catholiques de Montréal tant à l'égard d'une propriété bâtie qu'à l'égard d'un terrain vague. **"2.** The power of expropriation mentioned in section 268 of the Education Act may be exercised by the Montreal Catholic School Commission as regards property built upon as well as vacant land. Power to expropriate.

Valeur.

Nonobstant toutes dispositions générales ou spéciales inconciliables avec les présentes, la valeur maximum de l'immeuble exproprié, pour fins d'indemnité, est établie à la date de l'envoi au propriétaire, par poste recommandée, de la décision de ladite Commission d'acquiescer cet immeuble, pourvu que, dans les douze mois de l'envoi, cette décision reçoive l'approbation du ministre de l'éducation et que dans le même délai les procédures en expropriation soient intentées.

Conventions autorisées

Toute personne qui, à titre de mari, de tuteur, d'administrateur, de syndic, de curateur, de grevé de substitution ou de fidéicommissaire, y compris le curateur public, est saisie ou en possession d'un immeuble sujet à l'expropriation, ou qui y détient un intérêt à l'un de ces titres, peut faire avec la Commission des conventions pour lui vendre et transporter cet immeuble ou lui consentir des droits ou servitudes sur cet immeuble, à titre onéreux ou à titre gratuit, pour le compte de toute personne qu'elle représente ou dont elle administre les biens. Ces conventions ne sont pas soumises à l'observance des formalités prévues par la loi pour la vente des biens détenus ou possédés par les personnes ci-dessus mentionnées; les parties à telles conventions sont indemnes de tous recours hors ceux résultant de l'obligation du vendeur ou cédant de rendre compte à la personne qu'il représente de la considération ou du prix reçu de la Commission à la suite de ces conventions."

1916 (2), c. 28, a. 3, remp. **13.** L'article 3 de la loi 7 George V, chapitre 28, est remplacé par le suivant:

Annexions éventuelles à la ville de Montréal.

"**3.** Si une municipalité est annexée à l'avenir à la ville de Montréal, le territoire de cette municipalité, pour les fins scolaires catholiques, tombe, *ipso facto*, sous la juridiction de La Commission des écoles catholiques de Montréal; et l'actif et le passif de la municipalité scolaire sont consolidés avec l'actif et le passif de La Commission des écoles catholiques de Montréal.

Exception.

Si le territoire annexé à la ville de Montréal ne comprend qu'une partie d'une municipalité scolaire, l'annexion à La Commission des écoles catholiques de Montréal

Notwithstanding any general or special provision inconsistent herewith, the maximum value of the expropriated immovable, for indemnity purposes, shall be established at the date of the forwarding to the owner, by registered mail, of the said Commission's decision to acquire such immovable, provided that, within twelve months of the forwarding, such decision be approved by the Minister of Education and that expropriation proceedings be instituted within the same delay.

Any person who, as husband, tutor, director, trustee, curator, institute under a substitution or fiduciary, including the public curator, is seized or in possession of an immovable that is subject to expropriation, or has an interest therein in any of such capacities, may make agreements with the Commission to sell and convey such immovable to it or to grant it rights thereto or servitudes therein, gratuitously or for consideration, on behalf of any person whom he represents or whose property he administers. Such agreements shall not be subject to compliance with the formalities provided by law for the sale of property held or owned by the above mentioned persons; the parties to such agreements shall be free from any claim except those resulting from the obligation for the vendor or transferor to account to the person whom he represents for the consideration or price received from the Commission under such agreements."

13. Section 3 of the act 7 George V, 1916 (2), chapter 28, is replaced by the following: 1916 (2), c. 28, s. 3, replaced.

"**3.** If any municipality is hereafter annexed to the city of Montreal, the territory of such municipality shall, for Catholic school purposes, come *ipso facto* under the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission; and the assets and liabilities of such school municipality shall be merged with the assets and liabilities of the Montreal Catholic School Commission.

If the territory annexed to the city of Montreal includes only a part of a school municipality, annexation to the Montreal Catholic School Commission shall not

Future annexations to city of Montreal.

Exception.

n'a lieu que sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil."

take place except upon the order of the Lieutenant-Governor in Council."

1922, c. 44, a. 3, ab. **14.** L'article 3 de la loi 13 George V, chapitre 44, remplacé par l'article 2 de la loi 21 George V, chapitre 64, est abrogé.

14. Section 3 of the act 13 George V, chapter 44, replaced by section 2 of the act 21 George V, chapter 64, is repealed. 1922, c. 44, s. 3, repealed.

Id., a. 4, ab. **15.** L'article 4 de la loi 13 George V, chapitre 44, remplacé par l'article 5 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, est abrogé.

15. Section 4 of the act 13 George V, chapter 44, replaced by section 5 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, is repealed. Id., s. 4, repealed.

Id., a. 4a, ab. **16.** L'article 4a de la loi 13 George V, chapitre 44, édicté par l'article 4 de la loi 21 George V, chapitre 64, et remplacé par l'article 6 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, est abrogé.

16. Section 4a of the act 13 George V, chapter 44, enacted by section 4 of the act 21 George V, chapter 64, and replaced by section 6 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, is repealed. Id., s. 4a, repealed.

Id., a. 4b, ab. **17.** L'article 4b de la loi 13 George V, chapitre 44, édicté par l'article 4 de la loi 21 George V, chapitre 64, est abrogé.

17. Section 4b of the act 13 George V, chapter 44, enacted by section 4 of the act 21 George V, chapter 64, is repealed. Id., s. 4b, repealed.

1925, c. 45, a. 3, remp. **18.** L'article 3 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par l'article 7 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, par l'article 8 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 129 et par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 131, est remplacé par le suivant:

18. Section 3 of the act 15 George V, chapter 45, amended by section 7 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, by section 8 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 129, and by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 131, is replaced by the following: 1925, c. 45, s. 3, replaced.

Annexions pour fins protestantes. **"3.** Si une municipalité scolaire de l'île de Montréal, autre que celles qui sont mentionnées dans l'article 2, est annexée à l'avenir à l'une de ces municipalités, le territoire de cette municipalité, pour les fins scolaires protestantes, tombe, *ipso facto*, sous la juridiction de la corporation créée par l'article 1, et l'actif et le passif de cette municipalité scolaire sont consolidés avec l'actif et le passif de la municipalité à laquelle elle est annexée.

"3. If any school municipality of the island of Montreal other than those mentioned in section 2 is hereafter annexed to any one of such municipalities, the territory of such municipality shall, for Protestant school purposes, come *ipso facto* under the jurisdiction of the corporation created by section 1, and the assets and liabilities of such school municipality shall be merged with the assets and liabilities of the municipality to which it is annexed. Annexations for Protestant purposes.

Idem. Tout territoire annexé ou qui sera annexé à la ville Mont-Royal, et qui n'est pas déjà organisé pour des fins scolaires protestantes devient *ipso facto* partie intégrante de la municipalité scolaire protestante de la ville de Mont-Royal et lui est annexé.

Any territory annexed or to be annexed to the town of Mount-Royal, and which is not already organized for Protestant school purposes, shall become *ipso facto* part of and be annexed to the Protestant school municipality of the town of Mount-Royal. Idem.

Idem. Le territoire ci-après désigné, faisant partie de la municipalité scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, savoir : les lots 550 à 559 inclusivement indiqués au

The territory hereinafter designated, forming part of the school municipality of La Présentation de la Sainte-Vierge, in the county of Jacques-Cartier, to wit: lots numbers 550 to 559 inclusive on the Idem.

plan officiel et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, est annexé pour fins scolaires protestantes à La commission scolaire protestante de Lachine.

Annexion
pour fins
protes-
tantes.

A compter du premier juillet 1959, le territoire ci-après désigné et connu comme les lots numéros 46, 291 et 294 du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève, est annexé pour les fins des écoles protestantes au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la municipalité de Saint-Laurent."

official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, is annexed for Protestant school purposes to The Protestant board of school commissioners of Lachine.

From and after the first of July 1959, the territory hereinafter designated, known as lots numbers 46, 291 and 294 of the cadastre of the parish of Sainte-Geneviève, is annexed for Protestant school purposes to the Protestant board of school commissioners for the municipality of Saint-Laurent."

Annexa-
tion for
Protes-
tant pur-
poses.

1925, c.
45, a. 16,
mod.

19. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, remplacé par l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, est modifié

a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

Taxe
imposée.

"2. Dans les diverses cités, villes ou autres municipalités mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article, il est par la présente loi imposé une taxe uniforme à un taux qui sera fixé conformément aux dispositions du paragraphe 9, sur tous les immeubles inscrits sur la liste des neutres de chacune de ces cités, villes ou municipalités. Le produit de cette taxe est réparti suivant la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75."

b) en remplaçant le paragraphe 5 par le suivant:

Prélève-
ment, etc.,
des taxes.

"5. Les taxes ci-dessus mentionnées sont prélevées et perçues par les autorités municipales compétentes en même temps que les taxes municipales et le montant de la taxe scolaire des protestants ainsi prélevé est remis au bureau central par les autorités municipales compétentes; cette remise se fait nonobstant toutes dispositions spéciales ou générales de la loi régissant la municipalité et sans égard à la perception de cette taxe, en deux versements: un premier de 60% le premier novembre, et un autre de 40% le premier février suivant.

Chacun des dits versements est recouvrable par le bureau central devant toute cour de juridiction civile compétente.

Recouvre-
ment des
verse-
ments.
Arriérés.

Tous arriérés sur ces versements portent intérêt au taux de 6% l'an.

Emprunts
autorisés.

La municipalité est autorisée à emprunter par résolution approuvée par le mi-

19. Section 16 of the act 15 George V, chapter 45, replaced by section 1 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, is amended:

a. by replacing subsection 2 by the following:

"2. In the various cities, towns or other municipalities mentioned in subsection 1 of this section, there is hereby imposed a uniform tax at a rate to be fixed according to subsection 9, upon all the immoveable property inscribed in the Neutral Panel of each such city, town or local municipality. The proceeds of such tax shall be distributed in accordance with the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75."

b. by replacing subsection 5 by the following:

"5. The taxes above mentioned shall be levied and collected by the proper municipal authorities at the same time as the municipal taxes and the amount of the Protestant school tax so levied shall be paid over to the Central Board by the proper municipal authorities; such payment shall be made, notwithstanding any special or general provision of law governing the municipality and without regard to the collection of such tax, in two instalments: a first one of 60% on the first of November, and another of 40% on the following first of February.

Each of the said instalments shall be recoverable by the Central Board before any court of competent civil jurisdiction.

All arrears on such instalments shall bear interest at the rate of 6% per annum.

The municipality is authorized to borrow, by resolution approved by the

Tax im-
posed.

Levying,
etc., of
taxes.

Recovery
of instal-
ments.

Arrears.

Loans
author-
ized.

nistre des affaires municipales un montant suffisant pour payer ces versements à échéance. Ces emprunts ne réduisent pas son pouvoir d'emprunt et doivent être remboursés à même le produit de cette taxe scolaire des protestants.

Part protestante de la taxe des neutres. La part de la taxe de la liste des neutres, destinée à l'éducation protestante est remise au bureau central de la façon et aux dates indiquées dans la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75.

Id., pour Montréal. S'il s'agit de la ville de Montréal, à la date du paiement de chaque versement des taxes ci-dessus mentionnées, on doit en déduire le montant déjà payé ou alors payable pour intérêt et fonds d'amortissement sur les obligations du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.”;

c) en abrogeant le dernier alinéa du paragraphe 7.

1930-31, c. 63, a. 10, ab. **20.** L'article 10 de la loi 21 George V, chapitre 63, remplacé par l'article 3 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, est abrogé.

Id., a. 10a, ab. **21.** L'article 10a de la loi 21 George V, chapitre 63, édicté par l'article 3 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, est abrogé.

Id., céd. B, a. 10, mod. **22.** Les paragraphes c et d de l'article 10 de la cédule B de la loi 21 George V, chapitre 63, sont abrogés.

1947, c. 81, a. 5, remp. **23.** L'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 81, remplacé par l'article 8 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 17, est de nouveau remplacé par le suivant:

Avis, plainte et appel. **“5.** Dans les trente jours du dépôt de la résolution mentionnée à l'article 4 de la présente loi, le Bureau métropolitain en donne un avis public dans deux journaux, l'un de langue anglaise et l'autre de langue française, mis généralement en circulation dans le district de Montréal, et tout contribuable touché par ces modifications au rôle peut, durant les trente jours qui suivent les dits avis publics, soumettre une plainte par écrit au Bureau métropolitain qui a toute autorité pour modifier sa décision, s'il le juge à propos, et en aviser en conséquence le plaignant et la

Minister of Municipal Affairs, an amount sufficient to pay such instalments at maturity. Such loans shall not reduce its borrowing power and shall be repaid out of the proceeds of such Protestant school tax.

The portion of the tax of the neutral panel, intended for Protestant education, shall be forwarded to the Central Board in the manner and on the dates specified in the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75.

In the case of the city of Montreal, at the time of payment of each instalment of the above mentioned taxes, there shall be deducted therefrom the amount previously paid or then payable for interest and sinking-fund on the bonds of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal.”;

c. by repealing the last paragraph of subsection 7.

1930-31, c. 63, s. 10, repealed. **20.** Section 10 of the act 21 George V, chapter 63, replaced by section 3 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, is repealed.

Id., s. 10a, repealed. **21.** Section 10a of the act 21 George V, chapter 63, enacted by section 3 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, is repealed.

Id., sch. B, s. 10, am. **22.** Paragraphs c and d of section 10 of schedule B to the act 21 George V, chapter 63, are repealed.

1947, c. 81, s. 5, replaced. **23.** Section 5 of the act 11 George VI, chapter 81, replaced by section 8 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 17, is again replaced by the following:

Notice, complaint and appeal. **“5.** Within thirty days after the deposit of the resolution mentioned in section 4 of this act, the Greater Montreal Board shall give one public notice thereof in two newspapers, one published in the English language and one published in the French language, in general circulation in the district of Montreal, and any ratepayer affected by such amendments to the valuation roll may, within thirty days from the said public notices, make a written complaint to the Greater Montreal Board which is fully authorized to amend its decision, if it sees fit to do so, and

corporation municipale concernée. Dans les quinze jours qui suivent l'envoi de cet avis de la décision du Bureau métropolitain, le plaignant peut interjeter appel à la Cour de magistrat.

Appel. Si le Bureau métropolitain n'a pas rendu sa décision dans les quatre mois qui suivent la publication de l'avis, le plaignant peut également interjeter appel dans les trente jours qui suivent l'expiration de ce délai."

1947, c. 81, a. 7a, remp. **24.** L'article 7a de la loi 11 George VI, chapitre 81, édicté par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, est remplacé par le suivant:

Frais d'expertise. **"7a.** Les frais d'expertise pour l'évaluation des propriétés immobilières inscrites à la liste neutre et aux rôles d'évaluation de celle-ci, dans toute municipalité dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau métropolitain, et les frais des contre-expertise et évaluation pouvant être ordonnées aux termes de la présente loi seront supportés par le Bureau métropolitain et par les commissions scolaires catholiques en proportion des sommes qui leur sont remises suivant la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75."

1947, c. 86, a. 2, mod. **25.** Le paragraphe c de l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 86 est abrogé.

1952-53, c. 116, a. 1, ab. **26.** L'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, remplacé par l'article 4 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, est abrogé.

1957-58, c. 53, a. 10, mod. **27.** L'article 10 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53, remplacé par l'article 13 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 17, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Avis, plainte et appel. **"10.** Dans les trente jours de l'envoi à telle corporation municipale par poste recommandée de toute résolution adoptée en vertu des articles 3 et 4 de la présente loi, La Commission des écoles catholiques de Montréal doit donner un avis public dans deux journaux, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise, circulant dans son territoire et tout contribuable

advise the complainant and the municipal corporation concerned accordingly. Within fifteen days after the sending of such notice of the decision of the Greater Montreal Board, the complainant may appeal to the Magistrate's Court.

If the Greater Montreal Board has not rendered its decision within four months after publication of the notice, the complainant may also appeal within thirty days after the expiry of such delay."

24. Section 7a of the act 11 George VI, chapter 81, enacted by section 7 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 129, is replaced by the following:

"7a. The costs of examining the immoveable properties entered on the neutral panel and on the valuation rolls thereof, in any municipality the territory of which is subject to the jurisdiction of the Greater Montreal Board, and the costs of any re-examination and appraisal, which might be ordered under the terms of this act shall be paid by the Greater Montreal Board and the Catholic school boards proportionately to the amounts paid to them under the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75."

25. Paragraph c of section 2 of the act 11 George VI, chapter 86, is repealed.

26. Section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 116, replaced by section 4 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, is repealed.

27. Section 10 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 53, replaced by section 13 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 17, is amended by replacing the first paragraph by the following:

"10. Within thirty days of the sending by registered mail to such municipal corporation of any resolution passed under sections 3 and 4 of this act, the Montreal Catholic School Commission shall give public notice in two newspapers, one published in French and the other in English, in circulation within its territory and any interested ratepayer, within thirty days

Appeal.

Examination costs.

1947, c. 86, s. 2, am.

1952-53, c. 116, s. 1, repealed.

1957-58, c. 53, s. 10, am.

Notice, complaint and appeal.

intéressé peut, durant les trente jours qui suivent le dit avis public, soumettre une plainte par écrit à La Commission des écoles catholiques de Montréal qui a toute autorité pour modifier sa décision, si elle le juge à propos, et en aviser en conséquence le plaignant et la corporation municipale concernée. Dans les quinze jours qui suivent l'envoi de cet avis de la décision de La Commission des écoles catholiques de Montréal, le plaignant peut interjeter appel à la Cour de magistrat.

Appel.

Si la Commission des écoles catholiques de Montréal n'a pas rendu sa décision dans les quatre mois qui suivent la publication de l'avis, le plaignant peut également interjeter appel dans les trente jours qui suivent l'expiration de ce délai."

Taux des taxes pour 1964-65.

28. La présente loi ne modifie pas les taux des taxes scolaires qui ont été fixés pour l'année scolaire 1964-1965 par le Bureau et la Commission.

Effet rétro-actif.

29. La présente loi a effet depuis le premier juillet 1964; l'article 13, depuis le 24 avril 1964.

Entrée en vigueur.

30. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

from the said public notice, may send a written complaint to the Montreal Catholic School Commission which is fully authorized to amend its decision, if it sees fit to do so, and advise the complainant and the municipal corporation concerned accordingly. Within fifteen days after the sending of such notice of the decision of the Montreal Catholic School Commission, the complainant may appeal to the Magistrate's Court.

If the Montreal Catholic School Commission has not made its decision within four months after publication of the notice, the complainant may also appeal within thirty days after the expiry of such delay."

Appeal.

28. This act shall not alter the rates of the school taxes fixed for the school year 1964-1965 by the Board and the Commission.

Tax rates for 1964-65.

29. This act shall have effect from the first of July 1964; section 13, from the 24th of April 1964.

Retro-active effect.

30. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.